



Conseil départemental des
Ardennes
Présidence
Présidence du Conseil Départemental

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

Acquisition d'équipements de
protection individuelle et de
vêtements de travail pour
l'ensemble des services du Conseil
départemental des Ardennes

Règlement de la consultation (RC)

DOCUMENT MODIFICATIF AU 13/05/2024

Consultation n°

2024-157-SMG

Date limite de remise des plis

23 / 05 / 2024 à 16 heures

Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte

(Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures
formalisées - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Conseil départemental des Ardennes

Présidence - Présidence du Conseil Départemental

Représentant : Noël BOURGEOIS Président du Conseil départemental

Adresse : Hôtel du Département

CS 20001

Place de la Préfecture

08011 Charleville-Mézières Cedex

La personne en charge du dossier est : Audrey Polfer - Instructeur

■ Description de la prestation :










Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Acquisition d'équipements de protection individuelle et de vêtements de travail pour l'ensemble des services du Conseil départemental des Ardennes**

Conformément à l'article L2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit obligatoirement respecter les conditions d'exécutions suivantes : Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG FCS.

Le titulaire doit s'attacher à fournir des produits en matière(s) recyclée(s). Il pourra proposer des articles composés en polyester recyclé, coton recyclé.

Code CPV	Libellé CPV
18110000-3	Vêtements professionnels

■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Acquisition d'équipements de protection individuelle et de vêtements de travail pour l'ensemble des services du Conseil départemental des Ardennes
	Acheteur	Conseil départemental des Ardennes
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de fournitures
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Sur l'ensemble du département des Ardennes mais principalement au service des moyens généraux situé 12 place du Château 08000 Charleville-Mézières
	Durée	12 mois - 2 reconductions
	Pénalités de retard	10 % du bon de commande au 1 ^{er} jour de retard, 1 % supplémentaire par jour au-delà de 1 jour de retard
	Variation des prix	Révisibles (formule), formule $PI = Po (I_n / I_o)$
	Nature des prix	Prix unitaires

■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : impossible d'identifier des prestations distinctes : Au vu du caractère homogène de la prestation, le présent accord-cadre fait l'objet d'un lot unique.

Elle est décomposée comme suit :

Type	Objet, délai
Période	Période initiale - 70 000,00 € HT, 12 mois à compter à compter du 28 septembre 2024 ou à compter de sa notification si celle-ci est postérieure au 28 septembre 2024
Période	Reconduction n°1 - 70 000,00 € HT, 12 mois
Période	Reconduction n°2 - 80 000,00 € HT, 12 mois

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : www.xmarches.fr.

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Lettre de candidature (DC1)
- Déclaration du candidat (DC2)
- RC
- Acte d'engagement
- Annexe à l'acte d'engagement relative aux groupements d'opérateurs économiques
- Annexe à l'acte d'engagement – REMISE : remise relative aux achats hors BPU
- Annexe à l'acte d'engagement - DELAI : Annexe à l'acte d'engagement relative au délai d'exécution
- CCAP
- CCTP
- BPU
- DQE

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 150 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : www.xmarches.fr.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Extrait KBIS	<i>Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion</i>
Pouvoirs	<i>Pouvoirs de ou des personne(s) habilitée(s) à engager la société</i>
Capacité économique et financière	
Chiffre d'affaires	<i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires dans le domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les 3 derniers exercices disponibles (en fonction de la date de création de l'entreprise)</i>

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<i>Acte d'Engagement</i>
Annexe à l'acte d'engagement - REMISE	<i>Annexe à l'acte d'engagement relative à la remise pour les achats hors BPU</i>
Annexe à l'acte d'engagement - DELAI	<i>Annexe à l'acte d'engagement relative au délai</i>
Annexe à l'acte d'engagement relative aux groupements d'opérateurs économiques	<i>Annexe à l'acte d'engagement relative aux groupements d'opérateurs économiques</i>
Annexe RGPD	<i>Annexe RGPD</i>
BPU	<i>Entièrement complété et sans aucune modification</i>
DQE	<i>Détail quantitatif estimatif (sans valeur contractuelle)</i>
Fiches techniques des produits	<i>Fiches techniques des produits mentionnés au BPU</i>
RIB	<i>Relevé d'identité bancaire de la société</i>
Echantillons	<i>Echantillons exigés dans les articles ci-après dans le présent règlement de consultation</i>

■ **Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : www.xmarches.fr.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Hôtel du Département
CS 20001
Place de la Préfecture
08011 Charleville-Mézières cedex

Contact : Conseil départemental des Ardennes - Service de la Commande publique

La copie de sauvegarde ne peut être admise que si elle est parvenue dans le délai imparti pour la remise des candidatures et des offres et comportera les mentions suivantes : N° de marché - identification du candidat - "copie de sauvegarde"

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

■ Maquettes ou échantillons :

Le candidat doit remettre les échantillons suivants à l'appui de son offre :

Route :

- Tenue de travail homme HV (pantalon + veste) + (salopette) Prix n°10, 12, 14

- 1 Taille L (veste de travail)
- 1 Taille 3XL (veste de travail)
- 1 Taille 44 (pantalon de travail)
- 1 Taille 42 (pantalon de travail)
- 1 Taille 44 (salopette HV)
- 1 Taille 42 (salopette HV)

- Combinaison double zip Prix n°16

- 1 Taille 7
- 1 Taille 4

- Pull sweat zippé HV Prix n°9

- 1 Taille 3XL
- 1 Taille L

- **Tenue de travail Femme HV (veste + pantalon) : Prix n°11 et 13**

1 Taille 36/38 (pantalon de travail)

1 Taille L (veste de travail)

- **Gilet softshell HV Femme Prix n°4**

1 Taille L

- **Parka 4 en 1 Prix n°1**

1 Taille 3XL

1 Taille L

Archéologue : Prix n°44, 45, 46, 47

Pantalon de travail été homme (1 Taille 44)

Pantalon de travail hiver homme (1 Taille 44)

Pantalon de travail été femme (1 Taille 42)

Pantalon de travail hiver femme (1 Taille 42)

Bucheronnage et débroussaillage : Prix 21 et 22

- **Pantalon et veste de bucheronnage HV :**

1 Taille L (veste de bucheronnage)

1 Taille XXL (Veste de bucheronnage)

1 Taille 44 (pantalon de bucheronnage)

1 Taille 42 (pantalon de bucheronnage)

Jambière de débroussaillage HV : 2 équipements Prix 23

Agent technique : Prix 51 et 52

- **Pantalon de travail + veste de travail**

1 Taille 40 (pantalon de travail)

1 Taille M (veste de travail)

Mécanicien :

- **Veste + salopette Prix 51, 54**

1 Taille XL (veste de travail)

1 Taille XL (salopette)

- **Combinaison double zip Prix 56**

1 Taille XL (combinaison double zip)

Les échantillons doivent parvenir avant la date et heure limite de remise des candidatures et des offres au Service de la Commande Publique du Conseil départemental des Ardennes - Place de la préfecture - Hôtel du département - CS 20001 - 08011 CHARLEVILLE MEZIERES Cedex, aux heures d'ouvertures suivantes : 8h30-11h30 / 13h30-16h30.

Les échantillons nécessaires à l'évaluation des candidats devront être identifiés par un étiquetage faisant apparaître le n° de marché et son intitulé et porter obligatoirement la mention « ne pas ouvrir »

En l'absence d'échantillons, l'offre sera déclarée irrégulière et ne sera pas analysée.

■ **Remise des offres électroniques :**

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ **Critères de jugement des offres :**

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Valeur technique (60 %)	Valeur technique en fonction des tests effectués sur les échantillons demandés. Ces échantillons seront testés et évalués en fonction de la résistance, du confort et de l'esthétisme.
- Résistance (30 %)	
- Confort (25 %)	
- Esthétisme (5 %)	
2. Prix (30 %)	Prix en fonction du montant total TTC indiqué au DQE
3. Délai d'exécution (10 %)	Délai d'exécution en fonction du délai proposé par le candidat dans l'annexe DELAI à l'acte d'engagement.

Modalités de calcul des notes :

Les sous-critères sont notés : **Sur 10**, la note pondérée est obtenue par multiplication du pourcentage de pondération.

Les critères sont notés : **Sur 10**, la note pondérée est obtenue par multiplication du pourcentage de pondération.
La note totale est notée : **Sur 10**.

Le critère « prix » sera jugé en fonction du montant TTC figurant au DQE et selon la formule : offre la moins disante / offre examinée x 10.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettre sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence par l'acheteur.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Le critère « délai d'exécution » sera jugé selon la formule suivante : délai le mieux disant / délai examiné x 10 = R (résultat)

Il est précisé qu'en cas de délai supérieur au délai plafond l'offre sera déclarée irrégulière. Si aucun délai n'est renseigné dans l'acte d'engagement, c'est le délai plafond qui s'applique pour l'analyse des offres.

En ce qui concerne le critère "Valeur technique" : la méthode de notation des offres est la suivante : les candidats seront classés en fonction d'une note de zéro à dix pour chacun des critères et sous-critères. Ces notes seront pondérées par application des pourcentages prévus ci-dessus.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

■ **Régularisation des offres :**

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec l'ensemble des candidats à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites par tout moyen (entretien, téléphone, courriel,...). Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ Indemnisation des candidats :

Les échantillons seront conservés par le Conseil départemental.

Une indemnité de 1 800 euros TTC pourra être versée à chaque soumissionnaire. Pour en bénéficier, la proposition du soumissionnaire doit avoir été jugée conforme aux exigences exprimées dans le dossier de consultation. L'acheteur pourra décider de supprimer ou de réduire le montant de cette indemnité en cas d'insuffisance manifeste de la proposition.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur www.xmarches.fr. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

TA de Châlons-en-Champagne
25, rue du Lycée
51036 Châlons-en-Champagne Cedex
Téléphone : 03 26 66 86 87
Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr
Télécopie : 03 26 66 86 87
Site internet : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/>

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : dpo@cd08.fr ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)